



Communiqué de presse

029/2024

Montreuil, le 23 avril 2024.

Accueil scandaleux au pays des droits de l'Homme

L'UFAS CGT tient à nouveau à dénoncer le non-accueil et l'absence de prise en charge digne au pays des droits de l'Homme des jeunes mineur.e.s non accompagné.e.s, et apporte son soutien au « Collectif des jeunes du Parc de Belleville ».*

Ces mineur.e.s, étranger.e.s, isolé.e.s, devraient bénéficier de la protection liée à la convention internationale des droits de l'enfant, ou de l'Aide Sociale à l'Enfance. Protection prévue pour tout enfant en danger sur notre territoire, en répondant notamment aux besoins humains de première nécessité relevant des droits constitutionnels : avoir un toit, se nourrir, se soigner, s'inscrire dans une formation... Ils ont connu pour la plupart une grande misère, voire la guerre et se sont enfuis pour survivre, non par choix. Ils ont dû laisser leurs proches et ont vécu un parcours migratoire traumatisant pour nombre d'entre eux.

Ils sont arrivés en France espérant des conditions de vie meilleures et stables. Or la réalité est tout autre : ils dorment dans la rue et ne bénéficient d'aucune attention ou protection, ils sont délogés régulièrement par les forces de l'ordre. L'insuffisance du nombre de structures d'accueil en est la raison principale.

De plus, l'Etat ou les départements suspicieux interrogent constamment leur minorité, voire la vérifient de nouveau s'ils changent de département. Et si accompagnement il y a dans le cadre des prises en charge de l'Aide Sociale à l'Enfance, il est financé au rabais tant en terme de professionnel.le.s que d'hébergements. Ces enfants n'ont pas les mêmes droits, la même valeur... !

Et s'ils sont reconnus majeurs, la réalité est encore plus sinistre : pour échapper aux reconduites à la frontière ces jeunes sans domicile fixe constituent le bataillon des travailleurs de plateformes - non déclarés - pour pouvoir survivre quand ils ne deviennent pas des proies idéales pour les réseaux de trafics.

L'Etat français préfère mettre ses deniers dans le tout répressif plutôt que dans l'éducatif et l'organisation des jeux olympiques renforce le processus. La puissance publique n'hésite pas à les refouler sans tenir compte du risque qu'ils encourent. Il faut à tout prix cacher la misère plutôt que de répondre à leur éducation et à leur protection. La dimension humaine n'est pas la priorité de notre gouvernement. Les plus vulnérables en seraient plutôt la cible.

Comment peut-on accepter une telle dérive dans le pays qui se réclame des droits de l'Homme ?

L'UFAS-CGT leur apporte considération et soutien, et réclame l'ouverture immédiate de structures suffisantes pour accueillir ces jeunes dans des conditions décentes, avec un accompagnement par des professionnel.le.s qualifié.e.s.

L'UFAS CGT envisage dès à présent d'appeler à de nouvelles mobilisations.

*Pour suivre le collectif des jeunes de Belleville : Instagram : paris20solidaire